

Newsletter, 11-14 décembre 2017 - Session plénière - Strasbourg

[07-12-2017 - 14:00]

Séance plénière

L'opposition démocratique du Venezuela recevra le Prix Sakharov 2017 mercredi à midi	4
L'opposition démocratique vénézuélienne recevra le Prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit lors d'une cérémonie qui aura lieu mercredi à midi.	
Le Brexit au centre du débat avant le Conseil européen	5
Mercredi matin, les députés débattront de la défense, des politiques sociales, de l'éducation, de la migration et des négociations sur le Brexit en présence du vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, et du négociateur en chef de l'UE sur le Brexit, Michel Barnier, puis ils voteront une résolution.	
Panama Papers: vote sur des propositions radicales pour éradiquer les pratiques mises au jour	6
Une meilleure régulation des intermédiaires financiers, une protection optimisée des lanceurs d'alerte et une définition unique des paradis fiscaux sont quelques-unes des propositions radicales mises aux voix mercredi.	
Plan d'investissement européen: prolongation et ressources supplémentaires ..	7
Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), qui a contribué à la reprise économique, sera prolongé jusqu'en 2020 et sera complété par de nouvelles ressources afin de financer davantage de projets qui devraient avoir les retombées économiques et sociales les plus avantageuses dans les États membres, selon un projet législatif mis aux voix mardi.	
Potentiel veto à l'autorisation des additifs phosphatés dans la viande de kebab, dans l'attente d'un examen de sécurité	8
Le Parlement, compte tenu des inquiétudes soulevées en termes de santé, décidera mardi d'opposer ou non son veto à une proposition de la Commission européenne visant à autoriser les phosphates dans la viande de kebab.	
Une mini-réforme pour améliorer la politique agricole de l'UE pour les agriculteurs et les consommateurs	9
Les réformes visant à simplifier la politique agricole de l'UE, à renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs contre les supermarchés et à mieux les équiper pour faire face aux risques, seront débattues lundi et votées mardi.	
TV et radios en ligne: plus de choix pour le consommateur	10
Les députés se prononceront mardi sur l'ouverture des négociations avec les gouvernements de l'UE relatives aux nouvelles règles visant à offrir aux consommateurs un choix plus large en matière de TV et de radios en ligne dans l'Union.	
Les députés veulent des pouvoirs d'enquête plus solides	11
Les députés réitéreront leurs demandes pour renforcer le droit d'enquête du Parlement européen, lors d'un débat mercredi avec des représentants du Conseil et de la Commission.	
Pédopornographie: retrait du contenu en ligne et protection des enfants migrants	12
Les États membres doivent faire plus, mieux et plus rapidement pour lutter contre les abus sexuels et l'exploitation des enfants, devraient insister les députés dans une résolution mise aux voix jeudi.	
Payer pour les émissions de CO2: vote sur l'exemption des vols intercontinentaux	13

Séance plénière

Les compagnies aériennes continueraient d'être exemptées du paiement des émissions de CO2 pour les vols intercontinentaux, mais seulement jusqu'en décembre 2023, selon des règles qui seront votées mardi.

Débats sur les affaires étrangères: accord nucléaire iranien, Jérusalem comme capitale, Rohingyas et Afghanistan	14
Les députés débattront de l'accord nucléaire iranien, de la reconnaissance par le Président américain Donald Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, de la persécution des Rohingyas et de l'instabilité en Afghanistan.	
Migrants en Libye: les députés débattront du rôle de l'UE	15
Le sort des migrants et des demandeurs d'asile en Libye, suite à plusieurs reportages dans les médias sur les traitements inhumains et même le marché aux esclaves, fera l'objet d'un débat en plénière avec le commissaire Dimitris Avramopoulos mardi après-midi.	
Examen de la politique étrangère et de défense de l'UE	16
Une réponse forte, unie et diplomatique de l'UE aux menaces et défis internationaux, ainsi qu'une intégration accrue de la défense européenne devraient guider la politique étrangère et de défense de l'Union. C'est ce que devraient souligner les députés lors d'un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini.	
Protéger la liberté de religion et les droits des migrants	17
L'UE devrait intensifier ses efforts pour mettre un terme aux persécutions fondées sur la religion et pour garantir les droits des migrants, devraient déclarer les députés.	
Les députés débattront de l'optimisation de la gestion des catastrophes par l'UE	18
La Commission présentera ses propositions pour renforcer et accélérer l'aide transfrontalière en cas de catastrophe lors d'un débat mercredi.	
L'élargissement de l'espace Schengen débattu en plénière	19
Les députés chercheront à savoir comment élargir et renforcer l'espace Schengen sans frontière avec la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie, au cours d'un débat d'actualité prévu mercredi après-midi.	
Des règles claires pour toutes les autorisations de pêche en dehors des eaux de l'Union	20
Une nouvelle législation visant à harmoniser les autorisations de pêche pour les flottes de pêche externes de l'UE sera mise aux voix mardi.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	21
Autres sujets à l'ordre du jour	21

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
ROLE: Attachée de presse
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151
PORT: (+32) 470 87 02 64

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)

Séance plénière

- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)

Séance plénière

L'opposition démocratique du Venezuela recevra le Prix Sakharov 2017 mercredi à midi

L'opposition démocratique vénézuélienne recevra le Prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit lors d'une cérémonie qui aura lieu mercredi à midi.

L'opposition démocratique comprend l'Assemblée nationale du pays (Julio Borges) et tous les prisonniers politiques figurant sur la liste de Foro Penal Venezolano, représentés par Leopoldo López, Antonio Ledezma, Daniel Ceballos, Yon Goicoechea, Lorent Saleh, Alfredo Ramos et Andrea González. Ils recevront tous, en personne ou par l'intermédiaire de représentants, le prix des mains du Président du PE, Antonio Tajani, lors d'une cérémonie mercredi à midi.

Les représentants des lauréats participeront à une [conférence de presse](#) avec le Président Tajani immédiatement après la cérémonie de remise des prix vers 12h30.

La défenseure guatémaltèque des droits de l'homme Aura Lolita Chavez Ixcaquic et le journaliste suédo-érythréen Dawit Isaak figurent parmi les finalistes. Lolita Chavez assistera à la cérémonie. Dawit Isaak, actuellement emprisonné en Érythrée, sera représenté par sa fille.

Vous pouvez visionner la cérémonie plénière via [EP Live](#) et [EbS+](#).

Avant la cérémonie, les députés européens des commissions des affaires étrangères, du développement et de la sous-commission des droits de l'homme discuteront avec les lauréats du Prix Sakharov 2017, lundi 11 décembre de 19h30 à 21h00. La réunion sera [diffusée en direct](#).

À savoir

Le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, nommé en l'honneur du physicien et dissident politique soviétique Andreï Sakharov, est décerné chaque année par le Parlement européen. Il a été créé en 1988 pour honorer les personnes et les organisations qui défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'année dernière, le prix a été décerné à [Nadia Murad et Lamya Haji Bashar](#), deux femmes Yazidi qui ont survécu à l'esclavage sexuel pratiqué par l'État islamique (IS) et sont devenues porte-parole des femmes touchées par la campagne de violence sexuelle du groupe terroriste.

[#SakharovPrize](#)

En savoir plus

- [EP Live](#)
- [EbS+ \(13.12.2017\)](#)
- [Réunion extraordinaire conjointe AFET/DEVE/DROI avec les lauréats 2017 du Prix Sakharov \(lundi 11 décembre dès 19h30\)](#)
- [Conférence de presse par le Président du PE Antonio Tajani et les lauréats 2017 du Prix Sakharov \(mercredi 13 décembre à 12h30\)](#)
- [Prix Sakharov 2017](#)
- [Produits audiovisuels pour le Prix Sakharov 2017](#)
- [Site internet du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit](#)

Séance plénière

Le Brexit au centre du débat avant le Conseil européen

Mercredi matin, les députés débattront de la défense, des politiques sociales, de l'éducation, de la migration et des négociations sur le Brexit en présence du vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, et du négociateur en chef de l'UE sur le Brexit, Michel Barnier, puis ils voteront une résolution.

Le débat sur le Brexit aura pour but d'évaluer si la Commission européenne et le Royaume-Uni ont réalisé des "progrès suffisants" dans les négociations sur le Brexit - en ce qui concerne les droits des citoyens, la frontière nord-irlandaise du Royaume-Uni avec l'Irlande et la "facture du divorce" - afin de leur permettre de passer aux pourparlers concernant la forme que devraient prendre les futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni.

La décision finale de l'avancée suffisante ou non des négociations sera prise par les 27 chefs d'État et de gouvernement et est prévue pour le 15 décembre.

Le Parlement dans son ensemble aura le dernier mot sur le résultat des négociations, lorsqu'il votera pour approuver ou rejeter l'accord de retrait du Royaume-Uni, qui devrait être finalisé fin mars 2019.

Débat: mercredi 13 décembre

Vote: mercredi 13 décembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, résolution sur le Brexit

#Brexit

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour du Conseil européen des 14-15 décembre 2017](#)
- [Projet d'ordre du jour du Conseil européen UE27 \(article 50\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels: sommet européen](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels: Brexit](#)

Séance plénière

Panama Papers: vote sur des propositions radicales pour éradiquer les pratiques mises au jour

Une meilleure régulation des intermédiaires financiers, une protection optimisée des lanceurs d’alerte et une définition unique des paradis fiscaux sont quelques-unes des propositions radicales mises aux voix mercredi.

Les recommandations s’inscrivent dans une série de mesures proposées par la commission spéciale du Parlement sur le blanchiment de capitaux, l’évasion fiscale et la fraude fiscale (PANA), dont le mandat arrive bientôt à terme après 18 mois de travaux.

Les députés débattront des conclusions de la commission, mise en place au lendemain des révélations des Panama Papers, avant de voter sur ses nombreuses recommandations.

À l’issue du vote, le rapport final et les recommandations seront transmis à la Commission et au Conseil.

Débat: mardi 12 décembre

Vote: mercredi 13 décembre

Conférence de presse: mercredi 13 décembre à 14h30

Procédure: rapport d’initiative, commission spéciale/commission d’enquête

#PANA #taxevasion

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Jeppe Kofod \(S&D, DK\)](#)
- [Profil du rapporteur Petr Ježek \(ADLE, CZ\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Commission spéciale sur le blanchiment de capitaux, l’évasion fiscale et la fraude fiscale](#)
- [Communiqué de presse du PE – Échec des États membres face au blanchiment et à l’évasion fiscale, selon la commission PANA](#)
- [Projet de rapport relatif à l’enquête sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, l’évasion fiscale et la fraude fiscale \(en anglais\)](#)
- [Produits EPTV et Webcomm](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Plan d'investissement européen: prolongation et ressources supplémentaires

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), qui a contribué à la reprise économique, sera prolongé jusqu'en 2020 et sera complété par de nouvelles ressources afin de financer davantage de projets qui devraient avoir les retombées économiques et sociales les plus avantageuses dans les États membres, selon un projet législatif mis aux voix mardi.

Le Fonds, également appelé Plan Juncker, vise à mobiliser 500 milliards d'euros pour pallier les faiblesses du marché et les fossés d'investissement en finançant des projets innovants qui présentent un profil de risque élevé et qui ne pourraient être soutenus sans le Fonds. Selon l'accord entre le Parlement et les États membres, les investissements devraient aussi encourager la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les régions européennes plus faibles d'un point de vue économique.

À savoir

Le FEIS, mis en œuvre par la Banque européenne d'investissement, a été établi en 2015 pour une période initiale de trois ans, avec pour but de mobiliser au moins 315 milliards d'euros d'investissements au sein de l'économie réelle. La Commission européenne a proposé de prolonger la durée du fonds jusqu'à la fin du cadre financier pluriannuel (CFP) actuel en décembre 2020, en vue d'atteindre un objectif d'investissements de 500 milliards d'euros.

Consultez les résultats du FEIS dans votre pays sur le [site web de la Commission européenne](#).

Débat: mardi 12 décembre

Vote: mardi 12 décembre

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

#EFSI

En savoir plus

- [Plan d'investissement de l'UE: accord entre eurodéputés et ministres sur le prolongement du FEIS et les nouvelles ressources \(13.09.2017\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Rapporteur pour la commission des budgets, José Manuel Fernandes \(PPE, PT\)](#)
- [Rapporteur pour la commission des affaires économiques, Udo Bullmann \(S&D, DE\)](#)
- [Étude du service de recherche du PE - Mise en œuvre d'EFSI 1.0 \(juin 2017\)](#)
- [Commission européenne - Plan d'investissement européen: résultats \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Potentiel veto à l'autorisation des additifs phosphatés dans la viande de kebab, dans l'attente d'un examen de sécurité

Le Parlement, compte tenu des inquiétudes soulevées en termes de santé, décidera mardi d'opposer ou non son veto à une proposition de la Commission européenne visant à autoriser les phosphates dans la viande de kebab.

En raison de préoccupations relatives aux conséquences des phosphates sur la santé, les députés se prononceront mardi sur une proposition de la Commission visant à autoriser l'utilisation d'acide phosphorique, de diphosphates, de triphosphates et de polyphosphates (E338-452) dans la viande de kebab, qu'elle soit issue du mouton, de l'agneau, du veau, du bœuf ou de la volaille.

Les députés de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire ont recommandé au Parlement de bloquer le projet d'autorisation de ces phosphates dans la viande de kebab au moins jusqu'à ce que les résultats d'une étude scientifique menée par l'Agence de sécurité des aliments (EFSA) soient connus. Si le Parlement dans son ensemble soutient l'objection de la commission parlementaire à une majorité absolue (376 voix), la proposition sera bloquée et la Commission européenne devra revoir sa copie.

Les règles de l'UE ne permettent pas d'utiliser des additifs phosphatés dans les préparations de viande dans le marché unique, à moins que ces additifs ou ces préparations ne soient explicitement listés dans la législation. Une mention sur cette liste est sujette à trois conditions: qu'il y ait une nécessité technique, qu'il n'y ait aucun risque pour la santé et que le consommateur ne soit pas induit en erreur. La proposition de la Commission ajouterait "les broches de viande congelées verticales" à cette liste.

À savoir

Les députés soulignent qu'une étude scientifique de 2012 démontre un lien potentiel entre les additifs phosphatés dans la nourriture et l'augmentation des risques cardiovasculaires. Toutefois, une évaluation de l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) affirme qu'il n'est pas possible d'attribuer ce risque à l'absorption de phosphore en général ou aux additifs phosphatés. Mais une autre étude scientifique de 2013 suggère également un lien entre les régimes alimentaires riches en phosphores et l'augmentation de la mortalité dans la population américaine.

Vote: mardi 12 décembre

Procédure: résolution législative

#kebab #phosphate

En savoir plus

- [Résolution sur le projet de règlement de la Commission modifiant l'annexe II du règlement 1333/2008 sur l'utilisation de l'acide phosphorique \(phosphates, diphosphates, triphosphates et polyphosphates\) dans les broches de viande congelées verticales](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(28.11.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Christel Schaldemose \(S&D, DK\)](#)
- [Profil du rapporteur Bart Staes \(Verts/ALE, BE\)](#)
- [Législation de l'UE sur les additifs dans les préparations de viande](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Une mini-réforme pour améliorer la politique agricole de l'UE pour les agriculteurs et les consommateurs

Les réformes visant à simplifier la politique agricole de l'UE, à renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs contre les supermarchés et à mieux les équiper pour faire face aux risques, seront débattues lundi et votées mardi.

La mini-réforme de la politique agricole commune (PAC), qui entrera en vigueur en 2018, devrait renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs en permettant à toutes les organisations d'agriculteurs reconnues de planifier la production et de négocier les contrats de livraison au nom de leurs membres sans enfreindre les règles de concurrence de l'UE.

Les agriculteurs auraient aussi de meilleurs outils à leur disposition pour se protéger contre la volatilité du marché et les risques, comme les mauvaises conditions météorologiques, les organismes nuisibles aux végétaux et les maladies animales. De plus, la Commission européenne serait habilitée à répondre plus rapidement aux crises, grâce à des mesures de soutien exceptionnelles pour les agriculteurs.

Les États membres bénéficieraient de plus de flexibilité pour définir un "agriculteur actif", c'est-à-dire une personne éligible aux subventions agricoles de l'UE. Ils pourraient aussi augmenter de façon significative les "paiements complémentaires" pour les jeunes agriculteurs, afin de les attirer dans le secteur.

À savoir

Le [projet législatif](#), qui met à jour les [règles de 2013 sur la politique agricole commune](#), a été [conclu de façon provisoire](#) par les députés et les ministres de l'UE le 12 octobre. Si elles sont approuvées par le Parlement et le Conseil, les nouvelles règles de la PAC devraient entrer en vigueur le 1er janvier 2018.

Débat: lundi 11 décembre

Vote: mardi 12 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire (codécision), accord en première lecture

Type de document: règlement

#Omnibus #CAPreform #CAP

En savoir plus

- [Proposition de résolution](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(22.11.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Albert Dess \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

TV et radios en ligne: plus de choix pour le consommateur

Les députés se prononceront mardi sur l'ouverture des négociations avec les gouvernements de l'UE relatives aux nouvelles règles visant à offrir aux consommateurs un choix plus large en matière de TV et de radios en ligne dans l'Union.

La [demande en termes de TV et de radios en ligne est croissante](#) chez les utilisateurs d'internet dans l'UE, notamment chez les plus jeunes. Les nouvelles règles visent à répondre à cette demande en permettant aux diffuseurs de rendre plus facilement disponibles dans d'autres pays de l'UE leurs programmes d'information ou d'actualité, grâce à une acquisition facilitée des droits d'auteurs.

À savoir

Le Parlement pourra ouvrir les négociations sur ces nouvelles règles avec le Conseil si une majorité de députés soutient la [décision](#) relative au mandat de négociation prise par la commission des affaires juridiques en novembre. Toutefois, si la plénière venait à rejeter la décision de la commission, les nouvelles règles relatives aux TV et radios en ligne seraient ajoutées à l'ordre du jour de la session plénière de janvier, pour un vote sur le projet de texte et d'amendements.

Vote: mardi 12 décembre

Procédure: mandat de négociation (procédure législative ordinaire, première lecture)

#SatCab #copyright

En savoir plus

- [Projet de rapport sur le droit d'auteur et les droits voisins applicables à certaines diffusions en ligne d'organismes de diffusion et retransmissions d'émissions de télévision et de radio \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Tiemo Wölken \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Les députés veulent des pouvoirs d'enquête plus solides

Les députés réitéreront leurs demandes pour renforcer le droit d'enquête du Parlement européen, lors d'un débat mercredi avec des représentants du Conseil et de la Commission.

Le droit d'enquête est un outil indispensable dans l'exercice des fonctions de surveillance du Parlement. Cependant, les pouvoirs du Parlement en la matière ne sont pas à la hauteur de ceux des commissions d'enquête dans les parlements nationaux, qui disposent d'outils quasi judiciaires.

Les députés devraient exhorter le Conseil et la Commission à mettre fin à l'impasse interinstitutionnelle qui a entravé les tentatives antérieures de mettre à jour les règles relatives au droit d'enquête du PE.

À savoir

Récemment, le Parlement européen a utilisé de façon accrue ses outils d'investigation - comme les commissions spéciales et d'enquête afin de se pencher sur le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et la fraude fiscale ou encore sur les niveaux d'émissions du secteur automobile.

En mai 2012, les députés ont adopté une proposition sur des dispositions détaillées gouvernant l'exercice du droit d'enquête du Parlement européen. Alors que le PE cherche à se doter d'outils d'investigation appropriés, afin de pouvoir exercer de façon efficace sa fonction de surveillance, les députés n'ont pas encore obtenu l'accord nécessaire du Conseil et de la Commission européenne. Les autres institutions de l'UE craignent que l'enquête parlementaire ne passe d'un outil politique à un instrument quasi judiciaire. En 2014, la commission des affaires constitutionnelles a désigné Ramón Jáuregui Atondo (S&D, ES) pour reprendre les négociations.

Débat: mercredi 13 décembre

Procédure: question orale au Conseil et à la Commission

#Epinquiry

En savoir plus

- [Question avec demande de réponse orale au Conseil](#)
- [Profil du rapporteur Ramón Jáuregui Atondo \(S&D, ES\)](#)
- [Analyse approfondie du service de recherche du PE: commissions d'enquête et commissions spéciales du Parlement européen](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Pédopornographie: retrait du contenu en ligne et protection des enfants migrants

Les États membres doivent faire plus, mieux et plus rapidement pour lutter contre les abus sexuels et l'exploitation des enfants, devraient insister les députés dans une résolution mise aux voix jeudi.

Les députés demanderont que les contenus en lignes illégaux soient retirés rapidement, ou bloqués, et en appelleront à une coopération transfrontalière pour empêcher que les enfants migrants ne deviennent la proie des trafiquants d'êtres humains et des agresseurs sexuels.

La résolution, préparée par [Anna Maria Corazza-Bildt \(PPE, SE\)](#), exige également des mesures contre les nouvelles formes de criminalité en ligne, telles que la vengeance pornographique et le chantage sexuel.

Débat: mercredi 13 décembre

Vote: jeudi 14 décembre

Conférence de presse: mercredi 13 décembre à 10h30

Procédure: rapport d'initiative

#childrenprotection

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la mise en œuvre de la directive de 2001 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – Lutte contre les abus sexuels concernant des enfants: évaluation de la mise en œuvre de la directive 2011/93/UE](#)
- [Étude du PE sur la lutte contre la pédopornographie \(décembre 2015, en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Payer pour les émissions de CO2: vote sur l'exemption des vols intercontinentaux

Les compagnies aériennes continueraient d'être exemptées du paiement des émissions de CO2 pour les vols intercontinentaux, mais seulement jusqu'en décembre 2023, selon des règles qui seront votées mardi.

La législation, conclue de façon informelle le 18 octobre par les négociateurs du Parlement et du Conseil, prolongerait l'exemption prévue pour les vols intercontinentaux jusqu'au 31 décembre 2023. Sans cela, l'exemption européenne expirerait à la fin de l'année.

La prolongation de l'exemption européenne comblerait le période précédant l'entrée en vigueur du régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Pendant les négociations avec les ministres, les députés ont garanti que davantage de mesures seront prises pour réduire les émissions des vols intra-UE grâce au "facteur de réduction linéaire" - une réduction annuelle des autorisations d'émissions placées sur le marché européen du carbone.

Accord avec la Suisse

Par ailleurs, les députés décideront aussi de donner ou non leur approbation à un accord avec la Suisse, dont le but est de lier le marché du carbone du pays au SEQUE de l'UE. L'accord fixe le cadre institutionnel ainsi que les objectifs et principes clés pour connecter les deux systèmes.

Débat: lundi 11 décembre

Vote: mardi 12 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire, accord de première lecture

#EUETS #ETS

En savoir plus

- [Étude du service de recherche du PE: Émissions de CO2 du secteur de l'aviation \(novembre 2017, en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(06.11.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Julie Girling \(ECR, UK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil du rapporteur Christofer Fjellner \(PPE, SE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Débats sur les affaires étrangères: accord nucléaire iranien, Jérusalem comme capitale, Rohingyas et Afghanistan

Les députés débattront de l'accord nucléaire iranien, de la reconnaissance par le Président américain Donal Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, de la persécution des Rohingyas et de l'instabilité en Afghanistan.

Mardi après-midi, les députés débattront avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, de la décision du Président américain Trump de ne pas certifier [l'accord nucléaire iranien](#). Ils souligneront que l'UE et le reste de la communauté internationale ont l'intention de s'en tenir à cet accord et de poursuivre l'approche "duale" des sanctions couplée à des négociations diplomatiques.

Suivra un débat sur l'annonce récente du Président américain Donald Trump, qui reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël et exige que le département d'État prépare le déménagement de l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv vers Jérusalem. Les députés demanderont à Mme Mogherini en quoi cette décision affectera les négociations futures relatives au processus de paix au Moyen-Orient.

Dans un autre débat mardi après-midi, qui sera résumé dans une résolution mise aux voix jeudi, les députés pourraient réitérer leur appel aux forces militaires et de sécurité du Myanmar pour qu'elles cessent immédiatement les meurtres, le harcèlement et le viol de la minorité musulmane Rohingya. Plus de 600 000 d'entre eux ont quitté l'État de Rakhine pour le Bangladesh voisin, fuyant ce que les [Nations Unies ont qualifié de "nettoyage ethnique"](#) par les forces de sécurité du Myanmar.

Dans une [résolution](#) adoptée en septembre, les députés ont condamné le comportement des autorités birmanes et se sont demandé si le [Prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit, décerné en 1990 à Aung San Suu Kyi](#), aujourd'hui conseillère d'État du Myanmar, ne devrait pas être révoqué si les lauréats violent les critères d'attribution.

L'Afghanistan fera également l'objet d'un débat en plénière mardi après-midi. Selon les [Nations unies](#), le nombre de victimes civiles d'attaques en Afghanistan a considérablement augmenté au cours des deux dernières années. Les députés interrogeront Mme Mogherini sur la manière dont le soutien politique et financier de l'UE peut mieux contribuer à la stabilité et au développement de l'Afghanistan.

Débats: mardi 12 décembre

Votes: jeudi 14 décembre

Procédure: résolutions non législatives

#IranDeal

En savoir plus

- [Étude EPRS - Décertification de l'accord nucléaire iranien par les États-Unis \(octobre 2017, en anglais\)](#)
- [Note d'information DG EXPO - Jérusalem: au cœur du conflit israélo-palestinien \(2012, en anglais\)](#)
- [Étude DG EXPO - Afghanistan: défis et perspectives d'ici 2020 \(février 2017, en anglais\)](#)
- [Briefing EPRS - Situation critique de la minorité Rohingya au Myanmar \(février 2017, en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Migrants en Libye: les députés débattront du rôle de l'UE

Le sort des migrants et des demandeurs d'asile en Libye, suite à plusieurs reportages dans les médias sur les traitements inhumains et même le marché aux esclaves, fera l'objet d'un débat en plénière avec le commissaire Dimitris Avramopoulos mardi après-midi.

Lors du sommet Union africaine-UE à Abidjan (Côte d'Ivoire) des 29 et 30 novembre, l'UE a accepté de mettre en place [une "task force" commune sur la migration](#) avec l'Union africaine et l'ONU, afin de protéger les migrants et les réfugiés en Libye, de faciliter les retours volontaires vers leurs pays d'origine et de promouvoir la réinstallation des plus vulnérables.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime qu'entre 700 000 et un million de migrants se trouvent actuellement en Libye.

Débat: mardi 12 décembre

Procédure: déclaration de la haute représentante/de la Commission, sans résolution

En savoir plus

- [Déclaration commune UE-Union africaine sur la situation des migrants en Libye \(Abidjan, 29-30.11.2017, en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Examen de la politique étrangère et de défense de l'UE

Une réponse forte, unie et diplomatique de l'UE aux menaces et défis internationaux, ainsi qu'une intégration accrue de la défense européenne devraient guider la politique étrangère et de défense de l'Union. C'est ce que devraient souligner les députés lors d'un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini.

Dans des résolutions votées mercredi, qui évaluent les principaux choix de la politique étrangère et de défense commune, les députés dressent une liste des grands défis qui menacent la sécurité de l'UE: la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, les conflits dans le voisinage oriental et méridional, les guerres par procuration, les guerres hybrides et la guerre de l'information.

Ces défis devraient être relevés grâce à une réponse diplomatique européenne forte et une réaction plus rapide face aux crises en développement, ajoutent les députés. Par conséquent, ils insistent sur le besoin d'accélérer le processus de prise de décisions de la politique étrangère et de sécurité commune au Conseil de l'UE, en passant du vote à l'unanimité au vote à la **majorité qualifiée**.

Par ailleurs, les députés saluent le fait qu'après leurs appels répétés, l'intégration de la défense européenne prend forme avec le **Fonds européen de la défense**, un quartier général opérationnel de l'UE, la **coopération structurée permanente**, et un examen annuel des projets de défense des États membres.

Débat: mardi 12 décembre

Vote: mercredi 13 décembre

Procédure: résolutions non législatives

#CFSP #Defence

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(06.11.2017, en anglais\)](#)
- [Proposition de résolution sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune](#)
- [Proposition de résolution sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune](#)
- [Rapporteur du PE sur la PESC, David McAllister \(PPE, DE\)](#)
- [Rapporteur du PE sur la PSDC, Michael Gahler \(PPE, DE\)](#)
- [Fiches techniques sur l'Union européenne: politique étrangère de l'UE](#)
- [Fiche de procédure \(PESC\)](#)
- [Fiche de procédure \(PSDC\)](#)

Séance plénière

Protéger la liberté de religion et les droits des migrants

L'UE devrait intensifier ses efforts pour mettre un terme aux persécutions fondées sur la religion et pour garantir les droits des migrants, devraient déclarer les députés.

Dans leurs recommandations sur le [rapport annuel sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2016](#), les députés devraient exhorter l'UE à protéger les droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile et à promouvoir le dialogue interconfessionnel dans ses relations avec les pays tiers.

Ils souhaitent que les combattants de Daech soient poursuivis et que le Conseil de sécurité de l'ONU confère à la Cour pénale internationale (CPI) la compétence requise pour ce faire.

Lors d'un débat mardi après-midi avec la haute représentante pour les affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini, le Parlement devrait exhorter l'UE à traiter les violations des droits de l'homme auxquelles sont confrontés, en tant que victimes de conflits, de la pauvreté et des trafics, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Le Parlement devrait également appeler à la réinstallation de ces personnes et à la mise en place de dispositifs de réunification des familles et de corridors humanitaires. Il appellera aussi à des solutions à long terme pour lutter contre la dimension extérieure de la crise des réfugiés (les crises qui forcent ces personnes à fuir leur pays).

Les députés pourraient également évoquer la liberté de la presse sur la toile, où la décision relative au contenu qui peut être retiré demeure du ressort des sociétés privées, et appeler la Commission européenne à adopter une directive permettant d'améliorer la transparence des procédures de retrait.

Le texte sera mis aux voix mercredi à 12h30.

Débat: mardi 12 décembre

Vote: mercredi 13 décembre

Procédure: résolution non législative

#humanrights

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2016 et la politique de l'UE sur ces questions \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(13.11.2017, en anglais\)](#)
- [Rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2016](#)
- [Libye: les députés de la commission des affaires étrangères ont débattu des conditions des migrants et des perspectives de stabilisation \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur, Godelieve Quisthoudt-Rowohl \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Séance plénière

Les députés débattront de l'optimisation de la gestion des catastrophes par l'UE

La Commission présentera ses propositions pour renforcer et accélérer l'aide transfrontalière en cas de catastrophe lors d'un débat mercredi.

Afin de garantir une réponse plus efficace lors des catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les incendies et les inondations, la Commission a proposé de mettre en place une réserve de l'UE dédiée aux ressources de protection civile, baptisée rescEU, qui pourrait être rapidement déployée lors de catastrophes. De plus, cela renforcerait la capacité des États membres à coordonner leur réponse, par exemple en finançant les coûts opérationnels lors des interventions d'urgence.

À savoir

Créé en 2001, le mécanisme de protection civile de l'UE fournit une réponse homogène, solidaire et collective aux catastrophes qui frappent les pays de l'UE ainsi que l'Islande, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Norvège, la Serbie et la Turquie.

En novembre, la Commission a proposé de créer un nouveau système permettant de répondre de manière encore plus efficace aux catastrophes et capable de faire face à plusieurs catastrophes en même temps.

Débat: mercredi 13 décembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission

#EUCivPro #rescEU

En savoir plus

- [Commission européenne – rescEU: un nouveau système européen de lutte contre les catastrophes naturelles \(23.11.2017\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

L'élargissement de l'espace Schengen débattu en plénière

Les députés chercheront à savoir comment élargir et renforcer l'espace Schengen sans frontière avec la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie, au cours d'un débat d'actualité prévu mercredi après-midi.

La Bulgarie et la Roumanie sont prêtes à rejoindre l'espace Schengen sans frontière, a affirmé le Parlement dans une [résolution législative](#) dont la date d'adoption remonte déjà au 8 juin 2011.

La décision politique finale sur l'entrée de la Bulgarie, de la Roumanie mais aussi de la Croatie dans l'espace Schengen - une adhésion qui réduirait les contrôles systématiques aux frontières avec les pays voisins de l'UE - doit être prise à l'unanimité au Conseil.

Récemment, le Parlement a soutenu une décision du Conseil visant à octroyer à la Bulgarie et la Roumanie l'accès au système d'information sur les visas (VIS), qui permet aux autorités des deux pays de consulter et vérifier les données du VIS, mais sans avoir le droit d'en ajouter, de les modifier ou de les supprimer.

La Bulgarie et la Roumanie sont devenues membres de l'UE en 2007 tandis que la Croatie a rejoint l'UE en 2013.

Débat: mercredi 13 décembre

Procédure: débat d'actualité

#Schengen

En savoir plus

- [La Bulgarie et la Roumanie sont prêtes pour rejoindre l'espace Schengen, estime le Parlement européen \(communiqué de presse, 08.06.2011\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Des règles claires pour toutes les autorisations de pêche en dehors des eaux de l'Union

Une nouvelle législation visant à harmoniser les autorisations de pêche pour les flottes de pêche externes de l'UE sera mise aux voix mardi.

Le nouveau système, déjà approuvé par le Conseil en juin, fixerait des règles strictes, transparentes et harmonisées pour la délivrance et la gestion d'autorisations de pêche de l'UE pour les navires de l'UE opérant en-dehors des eaux de l'Union et pour les navires étrangers opérant dans les eaux de l'Union.

Chaque navire de l'UE qui pêche au-delà des eaux de l'Union devrait obtenir une autorisation délivrée par l'État membre dont dépend son pavillon, sur la base d'une série de critères communs d'éligibilité incluant des renseignements administratifs sur le navire et sur son propriétaire. Les nouvelles règles incluraient également des dispositions spéciales relatives aux opérations de changement de pavillon et la création d'un registre électronique européen des autorisations de pêche, qui serait en partie accessible au public.

Débat: lundi 11 décembre

Vote: mardi 12 décembre

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en seconde lecture

#EUfisheries

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Linnéa Engström \(Verts/ALE, SE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE – Nouvelles règles pour la gestion des flottes de pêche externes de l'UE \(en anglais\)](#)
- [Fiche d'information de la Commission européenne sur les flottes de pêche de l'UE opérant à l'international](#)
- [Site internet de la Commission européenne sur la flotte illégale](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 14 décembre vers 10 heures, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Liberté d'expression au Vietnam, notamment le cas de Nguyen Van Hoa;
- Cambodge: interdiction de l'opposition; et
- Salvador: les cas de femmes poursuivies pour crime de fausse couche.

Débats et votes: jeudi 15 novembre

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Délibérations 2016 de la commission des pétitions (PETI), Marias, débat et vote jeudi;
- Stratégie en matière de commerce électronique, Schaake, débat lundi, vote mardi;
- Stratégie européenne pour une mobilité à faible taux d'émissions, Eickhout, débat et vote jeudi;
- Rapport 2017 sur la citoyenneté de l'Union, Becerra Basterrechea, débat lundi, vote mardi;
- Mise en œuvre du socle social, mercredi, déclarations du Conseil et de la Commission; et
- Interdiction dans toute l'Union des symboles et des slogans nazis et fascistes, débat mercredi, déclarations du Conseil et de la Commission.